

**ANDORRE, ARGENTINE, AUSTRALIE,
AUTRICHE, BRÉSIL, etc.**

**Convention universelle sur le droit d'auteur. Signée à
Genève, le 6 septembre 1952**

**Protocole 1 annexé à la Convention universelle pour la
protection du droit d'auteur, concernant la protection
des œuvres des personnes apatrides et des réfugiés.
Signé à Genève, le 6 septembre 1952**

**Protocole 2 annexé à la Convention universelle pour la pro-
tection du droit d'auteur, concernant l'application de
la Convention aux œuvres de certaines organisations
internationales. Signé à Genève, le 6 septembre 1952**

**Protocole 3 annexé à la Convention universelle pour la pro-
tection du droit d'auteur, relatif à la ratification,
acceptation ou adhésion conditionnelle. Signé à Genève,
le 6 septembre 1952**

Textes officiels anglais, français et espagnol.

*Enregistrés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la
culture le 27 septembre 1955.*

N° 2937. CONVENTION¹ UNIVERSELLE SUR LE DROIT D'AUTEUR. SIGNÉE À GENÈVE, LE 6 SEPTEMBRE 1952

Les États contractants,

Animés du désir d'assurer dans tous les pays la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires, scientifiques et artistiques,

Convaincus qu'un régime de protection des droits des auteurs approprié à toutes les nations et exprimé dans une convention universelle, s'ajoutant aux systèmes internationaux déjà en vigueur, sans leur porter atteinte, est de nature à assurer le respect des droits de la personne humaine et à favoriser le développement des lettres, des sciences et des arts,

Persuadés qu'un tel régime universel de protection des droits des auteurs rendra plus facile la diffusion des œuvres de l'esprit et contribuera à une meilleure compréhension internationale,

Sont convenus de ce qui suit :

Article I

Chaque État contractant s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer une protection suffisante et efficace des droits des auteurs et de tous autres titulaires de ces droits sur les œuvres littéraires, scientifiques et artistiques, telles que les écrits, les œuvres musicales, dramatiques et cinématographiques, les peintures, gravures et sculptures.

¹ Conformément à l'article IX, la Convention est entrée en vigueur le 16 septembre 1955, trois mois après le dépôt de douze instruments de ratification ou d'adhésion, à l'égard des États ci-après au nom desquels les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés aux dates indiquées ci-dessous :

Andorre	22 janvier	1953
Cambodge	3 août	1953 (a)
Pakistan	28 avril	1954 (a)
Laos	19 août	1954 (a)
Haiti	1 ^{er} septembre	1954
Espagne	27 octobre	1954
États-Unis d'Amérique	6 décembre	1954
(Alaska, Hawaii, zone du canal de Panama, Porto-Rico, îles Vierges)		
Costa-Rica	7 décembre	1954 (a)
Chili	18 janvier	1955
Israël	6 avril	1955
République fédérale d'Allemagne (Land de Berlin)	3 juin	1955
Monaco	16 juin	1955

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur à l'égard de chacun des États ci-après trois mois après le dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous :

	Date du dépôt	Date d'entrée en vigueur
Saint-Siège	5 juillet 1955	5 octobre 1955
Luxembourg	15 juillet 1955	15 octobre 1955
Philippines	19 août 1955 (a)	19 novembre 1955

Article II

1. Les œuvres publiées des ressortissants de tout État contractant ainsi que les œuvres publiées pour la première fois sur le territoire d'un tel État jouissent, dans tout autre État contractant, de la protection que cet autre État accorde aux œuvres de ses ressortissants publiées pour la première fois sur son propre territoire.

2. Les œuvres non publiées des ressortissants de tout État contractant jouissent, dans tout autre État contractant, de la protection que cet autre État accorde aux œuvres non publiées de ses ressortissants.

3. Pour l'application de la présente Convention, tout État contractant peut, par des dispositions de sa législation interne, assimiler à ses ressortissants toute personne domiciliée sur le territoire de cet État.

Article III

1. Tout État contractant qui, d'après sa législation interne, exige, à titre de condition de la protection des droits des auteurs, l'accomplissement de formalités telles que dépôt, enregistrement, mention, certificats notariés, paiement de taxes, fabrication ou publication sur le territoire national, doit considérer ces exigences comme satisfaites pour toute œuvre protégée aux termes de la présente Convention, publiée pour la première fois hors du territoire de cet État et dont l'auteur n'est pas un de ses ressortissants si, dès la première publication de cette œuvre tous les exemplaires de l'œuvre publiée avec l'autorisation de l'auteur ou de tout autre titulaire de ses droits portent le symbole © accompagné du nom du titulaire du droit d'auteur et de l'indication de l'année de première publication; le symbole, le nom et l'année doivent être apposés d'une manière et à une place montrant de façon nette que le droit d'auteur est réservé.

2. Les dispositions de l'alinéa premier du présent article n'interdisent pas à un État contractant de soumettre à certaines formalités ou à d'autres conditions, en vue d'assurer l'acquisition et la jouissance du droit d'auteur, les œuvres publiées pour la première fois sur son territoire, ou celles de ses ressortissants, quel que soit le lieu de la publication de ces œuvres.

3. Les dispositions de l'alinéa premier ci-dessus n'interdisent pas à un État contractant d'exiger d'une personne étant en justice qu'elle satisfasse, aux fins du procès, aux règles de procédure telles que l'assistance du demandeur par un avocat exerçant dans cet État ou le dépôt par le demandeur d'un exemplaire de l'œuvre auprès du tribunal ou d'un bureau administratif ou des deux à la fois. Toutefois, le fait de ne pas satisfaire à ces exigences n'affecte pas la validité du droit d'auteur. Aucune de ces exigences ne peut être imposée à un ressortissant d'un autre État contractant si elle ne l'est pas aux ressortissants de l'État dans lequel la protection est demandée.

4. Dans chaque État contractant doivent être assurés des moyens juridiques pour protéger sans formalités les œuvres non publiées des ressortissants des autres États contractants.

5. Si un État contractant accorde plus d'une seule période de protection et si la première est d'une durée supérieure à l'un des minimums de temps prévus à l'article IV de la présente Convention, cet État a la faculté de ne pas appliquer l'alinéa premier du présent article III en ce qui concerne la deuxième période de protection ainsi que pour les périodes suivantes.

Article IV

1. La durée de la protection de l'œuvre est réglée par la loi de l'État contractant où la protection est demandée conformément aux dispositions de l'article II et aux dispositions ci-dessous.

2. La durée de protection pour les œuvres protégées par la présente Convention ne sera pas inférieure à une période comprenant la vie de l'auteur et 25 années après sa mort.

Toutefois, l'État contractant qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention sur son territoire, aura restreint ce délai, pour certaines catégories d'œuvres, à une période calculée à partir de la première publication de l'œuvre, aura la faculté de maintenir ces dérogations ou de les étendre à d'autres catégories. Pour toutes ces catégories, la durée de protection ne sera pas inférieure à 25 années à compter de la date de la première publication.

Tout État contractant qui, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention sur son territoire, ne calcule pas la durée de protection sur la base de la vie de l'auteur, aura la faculté de calculer cette durée de protection à compter de la première publication de l'œuvre ou, le cas échéant, de l'enregistrement de cette œuvre préalable à sa publication; la durée de la protection ne sera pas inférieure à 25 années à compter de la date de la première publication ou, le cas échéant, de l'enregistrement de l'œuvre préalable à la publication.

Si la législation de l'État contractant prévoit deux ou plusieurs périodes consécutives de protection, la durée de la première période ne sera pas inférieure à la durée de l'une des périodes minima déterminée ci-dessus.

3. Les dispositions du numéro 2 du présent article ne s'appliquent pas aux œuvres photographiques, ni aux œuvres des arts appliqués. Toutefois, dans les États contractants qui protègent les œuvres photographiques et, en tant qu'œuvres artistiques, les œuvres des arts appliqués, la durée de la protection ne sera pas, pour ces œuvres, inférieure à dix ans.

4. Aucun État contractant ne sera tenu d'assurer la protection d'une œuvre pendant une durée plus longue que celle fixée, pour la catégorie dont elle relève, s'il s'agit d'une œuvre non publiée, par la loi de l'État contractant dont l'auteur est ressortissant, et, s'il s'agit d'une œuvre publiée, par la loi de l'État contractant où cette œuvre a été publiée pour la première fois.

Aux fins de l'application de la disposition précédente, si la législation d'un État contractant prévoit deux ou plusieurs périodes consécutives de protection, la durée de la protection accordée par cet État est considérée comme étant la somme de ces périodes. Toutefois, si pour une raison quelconque une œuvre déterminée n'est pas protégée par le dit État pendant la seconde période ou l'une des périodes suivantes, les autres États contractants ne sont pas tenus de protéger cette œuvre pendant cette seconde période ou les périodes suivantes.

5. Aux fins de l'application du numéro 4 de cet article, l'œuvre d'un ressortissant d'un État contractant publiée pour la première fois dans un État non contractant sera considérée comme ayant été publiée pour la première fois dans l'État contractant dont l'auteur est ressortissant.

6. Aux fins de l'application du numéro 4 susmentionné du présent article, en cas de publication simultanée dans deux ou plusieurs États contractants, l'œuvre sera considérée comme ayant été publiée pour la première fois dans l'État qui accorde la protection la moins longue. Est considérée comme publiée simultanément dans plusieurs pays toute œuvre qui a paru dans deux ou plusieurs pays dans les trente jours de sa première publication.

Article V

1. Le droit d'auteur comprend le droit exclusif de faire, de publier et d'autoriser à faire et à publier la traduction des œuvres protégées aux termes de la présente Convention.

2. Toutefois, chaque État contractant peut, par sa législation nationale, restreindre, pour les écrits, le droit de traduction, mais en se conformant aux dispositions suivantes :

Lorsque, à l'expiration d'un délai de sept années à dater de la première publication d'un écrit, la traduction de cet écrit n'a pas été publiée dans la langue nationale ou, le cas échéant, dans l'une des langues nationales d'un État contractant par le titulaire du droit de traduction ou avec son autorisation, tout ressortissant de cet État contractant pourra obtenir de l'autorité compétente de cet État une licence non exclusive pour traduire l'œuvre et publier l'œuvre ainsi traduite dans la langue nationale en laquelle elle n'a pas été publiée; cette licence ne pourra être accordée que si le requérant, conformément aux dispositions en vigueur dans l'État où est introduite la demande, justifie avoir demandé au titulaire du droit de traduction l'autorisation de traduire et de publier la traduction et, après dues diligences de sa part, n'a pu atteindre le titulaire du droit d'auteur ou obtenir son autorisation. Aux mêmes conditions, la licence pourra également être accordée si, pour une traduction déjà publiée dans une langue nationale, les éditions sont épuisées.

Si le titulaire du droit de traduction n'a pu être atteint par le requérant, celui-ci doit adresser des copies de sa demande à l'éditeur dont le nom figure sur l'œuvre et au représentant diplomatique ou consulaire de l'État dont le titulaire

du droit de traduction est ressortissant, lorsque la nationalité du titulaire du droit de traduction est connue, ou à l'organisme qui peut avoir été désigné par le gouvernement de cet État. La licence ne pourra être accordée avant l'expiration d'un délai de deux mois à dater de l'envoi des copies de la demande.

La législation nationale adoptera les mesures appropriées pour assurer au titulaire du droit de traduction une rémunération équitable et conforme aux usages internationaux, ainsi que le paiement et le transfert de cette rémunération, et pour garantir une traduction correcte de l'œuvre.

Le titre et le nom de l'auteur de l'œuvre originale doivent être également imprimés sur tous les exemplaires de la traduction publiée. La licence ne sera valable que pour l'édition à l'intérieur du territoire de l'État contractant où cette licence est demandée. L'importation et la vente des exemplaires dans un autre État contractant sont possibles si cet État a la même langue nationale que celle dans laquelle l'œuvre a été traduite, si sa loi nationale admet la licence et si aucune des dispositions en vigueur dans cet État ne s'oppose à l'importation et à la vente; l'importation et la vente sur le territoire de tout État contractant dans lequel les conditions précédentes ne peuvent jouer, sont réservées à la législation de cet État et aux accords conclus par lui. La licence ne pourra être cédée par son bénéficiaire.

La licence ne peut être accordée lorsque l'auteur a retiré de la circulation les exemplaires de l'œuvre.

Article VI

Par « publication » au sens de la présente Convention, il faut entendre la reproduction sous une forme matérielle et la mise à la disposition du public d'exemplaires de l'œuvre permettant de la lire ou d'en prendre connaissance visuellement.

Article VII

La présente Convention ne s'applique pas aux œuvres ou aux droits sur ces œuvres qui, lors de l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État contractant où la protection est demandée, auraient cessé définitivement d'être protégées dans cet État ou ne l'auraient jamais été.

Article VIII

1. La présente Convention, qui portera la date du 6 septembre 1952, sera déposée auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture et restera ouverte à la signature de tous les États pendant une période de 120 jours à compter de sa date. Elle sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des États signataires.

2. Tout État qui n'aura pas signé la présente Convention pourra y adhérer.

3. La ratification, l'acceptation ou l'adhésion sera opérée par le dépôt d'un instrument à cet effet, auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.

Article IX

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt de douze instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion y compris les instruments déposés par quatre États ne faisant pas partie de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

2. Par la suite, la Convention entrera en vigueur, pour chaque État, trois mois après le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion spécial à cet État.

Article X

1. Tout État partie à la présente Convention s'engage à adopter, conformément aux dispositions de sa Constitution, les mesures nécessaires pour assurer l'application de la présente Convention.

2. Il est entendu toutefois qu'au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion tout État doit être en mesure, d'après sa législation nationale, d'appliquer les dispositions de la présente Convention.

Article XI

1. Il est créé un Comité intergouvernemental ayant les attributions suivantes :

- a) étudier les problèmes relatifs à l'application et au fonctionnement de la présente Convention;
- b) préparer les révisions périodiques de cette Convention;
- c) étudier tout autre problème relatif à la protection internationale du droit d'auteur, en collaboration avec les divers organismes internationaux intéressés, notamment avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, l'Union internationale pour la protection des Œuvres Littéraires et Artistiques et l'Organisation des États Américains;
- d) renseigner les États contractants sur ses travaux.

2. Le Comité est composé des représentants de douze États contractants désignés en tenant compte d'une équitable représentation géographique et conformément aux dispositions de la résolution¹ concernant le présent article, annexée à la présente Convention.

¹ Voir p. 153 de ce volume.

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, le Directeur du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques et le Secrétaire général de l'Organisation des États américains, ou leurs représentants, peuvent assister aux séances du Comité avec voix consultative.

Article XII

Le Comité intergouvernemental convoquera des conférences de révision chaque fois que cela lui semblera nécessaire ou si la convocation est demandée par au moins dix États contractants ou par la majorité des États contractants aussi longtemps que le nombre de ces derniers demeurera inférieur à vingt.

Article XIII

Tout État contractant peut, au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou par la suite, déclarer, par une notification adressée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, que la présente Convention est applicable à tout ou partie des pays ou territoires dont il assure les relations extérieures; la Convention s'appliquera alors aux pays ou territoires désignés dans la notification à partir de l'expiration du délai de trois mois prévu à l'article IX. A défaut de cette notification, la présente Convention ne s'appliquera pas à ces pays ou territoires.

Article XIV

1. Tout État contractant aura la faculté de dénoncer la présente Convention en son nom propre ou au nom de tout ou partie des pays ou territoires qui auraient fait l'objet de la notification prévue à l'article XIII. La dénonciation s'effectuera par notification adressée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.

2. Cette dénonciation ne produira effet qu'à l'égard de l'État ou du pays ou territoire au nom duquel elle aura été faite et seulement douze mois après la date à laquelle la notification a été reçue.

Article XV

Tout différend entre deux ou plusieurs États contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne sera pas réglé par voie de négociation sera porté devant la Cour internationale de justice pour qu'il soit statué par elle, à moins que les États en cause ne conviennent d'un autre mode de règlement.

Article XVI

1. La présente Convention sera établie en français, en anglais et en espagnol. Les trois textes seront signés et feront également foi.

2. Il sera établi des textes officiels de la présente Convention en allemand, en italien et en portugais.

Tout État contractant ou groupe d'États contractants pourra faire établir par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, en accord avec celui-ci, d'autres textes dans la langue de son choix.

Tous ces textes seront annexés au texte signé de la Convention.

Article XVII

1. La présente Convention n'affecte en rien les dispositions de la Convention¹ de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ni l'appartenance à l'Union créée par cette dernière convention.

2. En vue de l'application de l'alinéa précédent, une déclaration est annexée au présent article. Cette déclaration fait partie intégrante de la présente Convention pour les États liés par la Convention de Berne au 1^{er} janvier 1951 ou qui y auront adhéré ultérieurement. La signature de la présente Convention par les États mentionnés ci-dessus vaut également signature de la déclaration; toute ratification ou acceptation de la Convention, toute adhésion à celle-ci par ces États emportera également ratification, acceptation ou adhésion à la déclaration.

Article XVIII

La présente Convention n'infirmes pas les conventions ou accords multilatéraux ou bilatéraux sur le droit d'auteur qui sont ou peuvent être mis en vigueur entre deux ou plusieurs républiques américaines mais exclusivement entre elles. En cas de divergences soit entre les dispositions d'une part de l'une de ces conventions ou de l'un de ces accords en vigueur et d'autre part les dispositions de la présente Convention, soit entre les dispositions de la présente Convention et celles de toute nouvelle convention ou de tout nouvel accord qui serait établi entre deux ou plusieurs républiques américaines après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la convention ou l'accord le plus récemment établi prévaudra entre les parties. Il n'est pas porté atteinte aux droits acquis sur une œuvre, en vertu de conventions ou accords en vigueur dans l'un quelconque des États contractants antérieurement à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention dans cet État.

¹ Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. I, p. 217; vol. III, p. 259; vol. XI, p. 358; vol. XXIV, p. 138; vol. XLV, p. 95; vol. LIX, p. 342; vol. LXIII, p. 375; vol. LXIX, p. 64; vol. LXXVIII, p. 434; vol. LXXXIII, p. 372; vol. C, p. 150; vol. CVII, p. 456; vol. CXVII, p. 43; vol. CXLVII, p. 312; vol. CLVI, p. 172, et vol. CCIV, p. 438.

Article XIX

La présente Convention n'infirmes pas les conventions ou accords multilatéraux ou bilatéraux sur le droit d'auteur en vigueur entre deux ou plusieurs États contractants. En cas de divergences entre les dispositions de l'une de ces conventions ou accords et les dispositions de la présente Convention, les dispositions de la présente Convention prévaudront. Ne seront pas affectés les droits acquis sur une œuvre en vertu de conventions ou accords en vigueur dans l'un des États contractants antérieurement à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention dans ledit État. Le présent article ne déroge en rien aux dispositions des articles XVII et XVIII de la présente Convention.

Article XX

Il n'est admis aucune réserve à la présente Convention.

Article XXI

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture enverra des copies dûment certifiées de la présente Convention aux États intéressés et au Conseil fédéral suisse ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies pour enregistrement par les soins de celui-ci.

En outre, il informera tous les États intéressés du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, des notifications prévues à l'article XIII de la présente Convention et des dénonciations prévues à l'article XIV.

DÉCLARATION ANNEXE RELATIVE A L'ARTICLE XVII

Les États membres de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, parties à la Convention universelle du droit d'auteur, désirant resserrer leurs relations mutuelles sur la base de ladite Union et éviter tout conflit pouvant résulter de la co-existence de la Convention de Berne et de la Convention universelle,

Ont, d'un commun accord, accepté les termes de la déclaration suivante :

- a) Les œuvres qui, aux termes de la Convention de Berne, ont comme pays d'origine un pays ayant quitté, postérieurement au 1^{er} janvier 1951, l'Union internationale créée par cette Convention, ne seront pas protégées par la Convention universelle du droit d'auteur dans les pays de l'Union de Berne;
- b) La Convention universelle du droit d'auteur ne sera pas applicable, dans les rapports entre les pays liés par la Convention de Berne, en ce qui concerne la protection des œuvres qui, aux termes de cette Convention de Berne, ont comme pays d'origine l'un des pays de l'Union internationale créée par cette Convention.

RÉSOLUTION CONCERNANT L'ARTICLE XI

La Conférence intergouvernementale du droit d'auteur,

Ayant considéré les questions relatives au Comité intergouvernemental prévu à l'article XI de la Convention universelle du droit d'auteur,

Prend les décisions suivantes :

1. Les premiers membres du Comité seront les représentants des douze États suivants, à raison d'un représentant et d'un suppléant désigné par chacun de ces États : Allemagne, Argentine, Brésil, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Inde, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni et Suisse.

2. Le Comité sera constitué dès que la Convention sera entrée en vigueur conformément à l'article XI de cette Convention;

3. Le Comité élira un président et un vice-président. Il établira son règlement intérieur, qui devra assurer l'application des règles ci-après :

- a) la durée normale du mandat des représentants sera de six ans, avec renouvellement par tiers tous les deux ans;
- b) avant l'expiration de la durée du mandat de chaque membre, le Comité décidera quels sont les États qui cessent d'avoir des représentants dans son sein et les États qui seront appelés à désigner des représentants; cesseront en premier lieu d'avoir des représentants dans le Comité les États qui n'auront pas ratifié, accepté ou adhéré;
- c) il sera tenu compte d'une équitable représentation des différentes parties du monde;

Et émet le vœu

que l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture assure le Secrétariat du Comité.

EN FOI DE QUOI les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le six septembre 1952, en un exemplaire unique.

For Afghanistan :
Pour l'Afghanistan :
Por Afganistán :

For the People's Republic of Albania :
Pour la République populaire d'Albanie :
Por la República Popular de Albania :

For the German Federal Republic :
Pour la République fédérale d'Allemagne :
Por la República Federal Alemana :

HOLZAPFEL

For Andorra :
Pour Andorre :
Por Andorra :

Marcel PLAISANT
J. DE ERICE
M. DE LA CALZADA
PUGET

For the Kingdom of Saudi-Arabia :
Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :
Por el Reino de Arabia Saudita :

For the Argentine Republic :
Pour la République Argentine :
Por la República Argentina :

E. MENDILAHARZU

For the Federation of Australia :
Pour la Fédération de l'Australie :
Por la Federación de Australia :

H. R. WILMOT
ad ref.

For Austria :
Pour l'Autriche :
Por Austria :

Dr Kurt FRIEBERGER

For Belgium :
Pour la Belgique :
Por Bélgica :

J. GUILLAUME

P. RECHT

A. GUISLAIN

[30 December 1952 — 30 décembre 1952]

For the Byelorussian Soviet Socialist Republic :
Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :
Por la República Socialista Soviética de Bielorrusia :

For the Union of Burma :
Pour l'Union birmane :
Por la Unión Birmana :

For Bolivia :
Pour la Bolivie :
Por Bolivia :

For Brazil :
Pour le Brésil :
Por Brasil :

Ildefonso MASCARENHAS DA SILVA

For the Bulgarian People's Republic :
Pour la République populaire de Bulgarie :
Por la República popular de Bulgaria :

For the Kingdom of Cambodia :
Pour le Royaume du Cambodge :
Por el Reino de Cambodia :

For Canada :
Pour le Canada :
Por Canadá :

Dr. Victor L. DORÉ
C. STEIN
G. G. BECKETT

For Ceylon :
Pour Ceylan :
Por Ceilán :

For Chile :
Pour le Chili :
Por Chile :

GALLIANO

For China :
Pour la Chine :
Por China :

For the Republic of Colombia :
Pour la République de Colombie :
Por la República de Colombia :

For the Republic of Korea :
Pour la République de Corée :
Por la República de Corea :

For Costa Rica :
Pour le Costa-Rica :
Por Costa Rica :

For Cuba :
Pour Cuba :
Por Cuba :

J. J. REMOS
N. CHEDIAK
Hilda LABRADA BERNAL

For Denmark :
Pour le Danemark :
Por Dinamarca :

Torben LUND

For the Dominican Republic :
Pour la République Dominicaine :
Por la República Dominicana :

For Egypt :
Pour l'Égypte :
Por Egipto :

For the Republic of El Salvador :
Pour la République de El Salvador :
Por la República de El Salvador :

H. ESCOBAR SERRANO
AMY

For Ecuador :
Pour l'Équateur :
Por Ecuador :

For Spain :
Pour l'Espagne :
Por España :

J. DE ERICE
M. DE LA CALZADA

For the United States of America :
Pour les États-Unis d'Amérique :
Por los Estados Unidos de América :

Luther H. EVANS

For Ethiopia :
Pour l'Éthiopie :
Por Etiopía :

For Finland :
Pour la Finlande :
Por Finlandia :

Y. J. HAKULINEN

For France :
Pour la France :
Por Francia :

Marcel PLAISANT
PUGET
J. ESCARRA
Marcel BOUTET

For Greece :
Pour la Grèce :
Por Grecia :

For Guatemala :
Pour le Guatemala :
Por Guatemala :

ad referendum
Alb. DUPONT-WILLEMIN

For the Republic of Haiti :
Pour la République d'Haïti :
Por la República de Haití :

A. ADDOR

For the Republic of Honduras :
Pour la République de Honduras :
Por la República de Honduras :

Basilio DE TELEPNEF

For the Hungarian People's Republic :
Pour la République populaire hongroise :
Por la República Popular de Hungría :

For India :
Pour l'Inde :
Por India :

B. N. LOKUR

For the Republic of Indonesia :
Pour la République d'Indonésie :
Por la República de Indonesia :

For Iran :
Pour l'Iran :
Por Irán :

For Iraq :
Pour l'Irak :
Por Irak :

For Ireland :
Pour l'Irlande :
Por Irlanda :

Edward A. CLEARY
Patrick J. MCKENNA

For Iceland :
Pour l'Islande :
Por Islandia :

For the State of Israel :
Pour l'État d'Israël :
Por el Estado de Israel :

Maurice FISHER
[16 December 1952 — 16 décembre 1952]

For Italy :
Pour l'Italie :
Por Italia :

Antonio PENNETTA
Filippo PASQUERA

For Japan :
Pour le Japon :
Por Japón :

Toru HAGUIWARA
[3 January 1953 — 3 janvier 1953]

For the Hashemite Kingdom of Jordan :
Pour le Royaume Hachémite de Jordanie :
Por el Reino Hachemita de Jordania :

For the Kingdom of Laos :
Pour le Royaume du Laos :
Por el Reino de Laos :

For the Lebanon :
Pour le Liban :
Por Líbano :

For Liberia :
Pour le Libéria :
Por Liberia :

Nat. MASSAQUOI
J. Alb. JONES

For Libya :
Pour la Libye :
Por Libia :

For Liechtenstein :
Pour le Liechtenstein :
Por Liechtenstein :

For Luxemburg :
Pour le Luxembourg :
Por Luxemburgo :

J. STURM

For Mexico :
Pour le Mexique :
Por México :

G. FERNÁNDEZ DEL CASTILLO

For Monaco :
Pour Monaco :
Por Mónaco :

SOLAMITO
C. BARREIRA

For Nepal :
Pour le Népal :
Por Nepal :

For Nicaragua :
Pour le Nicaragua :
Por Nicaragua :

MULLHAUPT

For Norway :
Pour la Norvège :
Por Noruega :

Eilif MOE

For New Zealand :
Pour la Nouvelle-Zélande :
Por Nueva Zelandia :

For Pakistan :
Pour le Pakistan :
Por Pakistán :

For Panama :
Pour le Panama :
Por Panamá :

For Paraguay :
Pour le Paraguay :
Por Paraguay :

For the Netherlands :
Pour les Pays-Bas :
Por los Países Bajos :

G. H. C. BODENHAUSEN

For Péru :
Pour le Pérou :
Por Perú :

V. GARCÍA CALDERÓN
[2 December 1952 — 2 décembre 1952]

For the Republic of the Philippines :
Pour la République des Philippines :
Por la República de Filipinas :

For the Republic of Poland :
Pour la République de Pologne :
Por la República de Polonia :

For Portugal :
Pour le Portugal :
Por Portugal :

Júlio DANTAS
José GALHARDO

For the Rumanian People's Republic :
Pour la République populaire roumaine :
Por la República Popular de Rumania :

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Por el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte :

J. L. BLAKE

For the Republic of San Marino :
Pour la République de Saint-Marin :
Por la República de San Marino :

ad referendum
Dr. B. LIFSCHITZ

For the Holy See :
Pour le Saint-Siège :
Por la Santa Sede :

Ch. COMTE
J. Paul BUENSOD

For Sweden :
Pour la Suède :
Por Suecia :

Sture PETRÉN
Erik HEDFELDT

For the Confederation of Switzerland :
Pour la Confédération suisse :
Por la Confederación Helvética :

Plinio BOLLA
Hans MORF
Henri THÉVENAZ

For the Republic of Syria :
Pour la République syrienne :
Por la República de Siria :

For Czechoslovakia :
Pour la Tchécoslovaquie :
Por Checoeslovaquia :

For Thailand :
Pour la Thaïlande :
Por Tailandia :

For Turkey :
Pour la Turquie :
Por Turquía :

For the Ukrainian Soviet Socialist Republic :
Pour la République socialiste soviétique de l'Ukraine :
Por la República Socialista Soviética de Ucrania :

For the Union of South Africa :
Pour l'Union de l'Afrique du Sud :
Por la Unión Sudafricana :

For the Union of Soviet Socialist Republics :
Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :
Por la Unión de las Repúblicas Socialistas Soviéticas :

For the Oriental Republic of Uruguay :
Pour la République orientale de l'Uruguay :
Por la República Oriental de Uruguay :

Julián NOGUEIRA
It Eduardo PEROTTI

For the United States of Venezuela :
Pour les États-Unis de Venezuela :
Por los Estados Unidos de Venezuela :

For the State of Viet-Nam :
Pour l'État de Viet-Nam :
Por el Estado de Vietnam :

For Yemen :
Pour le Yémen :
Por Yemen :

For the Federal People's Republic of Yugoslavia :
Pour la République fédérative populaire de Yougoslavie :
Por la República Federal Popular de Yugooslavia :

Dr. Berthold EISNER

PROTOCOLE 1¹ ANNEXÉ À LA CONVENTION UNIVERSELLE POUR LA PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR, CONCERNANT LA PROTECTION DES ŒUVRES DES PERSONNES APATRIDES ET DES RÉFUGIÉS. SIGNÉ À GENÈVE, LE 6 SEPTEMBRE 1952

Les États parties à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur² (ci-dessous désignée sous le nom de « Convention ») et devenant Parties au présent Protocole,

Sont convenus des dispositions suivantes :

1. Les personnes apatrides et les réfugiés ayant leur résidence habituelle dans un État contractant sont, pour l'application de la présente Convention, assimilés aux ressortissants de cet État.

2. a) Le présent Protocole sera signé et soumis à la ratification ou à l'acceptation par les États signataires, et il pourra y être adhéré, conformément aux dispositions de l'Article VIII de la Convention.

b) Le présent Protocole entrera en vigueur pour chaque État à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion y relatif, à condition que cet État soit déjà Partie à la Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève, le 6 septembre 1952, en français, en anglais et en espagnol, les trois textes faisant foi, en un exemplaire unique qui sera déposé auprès du Directeur général de l'Unesco, qui en adressera une copie certifiée conforme aux États signataires, au Conseil Fédéral Suisse, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies pour enregistrement par les soins de celui-ci.

¹ Conformément au paragraphe 2, b, le Protocole est entré en vigueur le 16 septembre 1955 à l'égard des États suivants :

Andorre	Haïti	République fédérale d'Allemagne
Cambodge	États-Unis d'Amérique	(Land de Berlin)
Pakistan	Costa-Rica	Monaco
Laos	Israël	

et, par la suite, à l'égard de chacun des États ci-après, aux dates indiquées ci-dessous :

Saint-Siège	5 octobre	1955
Luxembourg	15 octobre	1955
Philippines	19 novembre	1955

² Voir p. 135 de ce volume.

For Afghanistan :
Pour l'Afghanistan :
Por Afganistán :

For the People's Republic of Albania :
Pour la République populaire d'Albanie :
Por la República Popular de Albania :

For the German Federal Republic :
Pour la République fédérale d'Allemagne :
Por la República Federal Alemana :

HOLZAPFEL

For Andorra :
Pour Andorre :
Por Andorra :

Marcel PLAISANT
PUGET

For the Kingdom of Saudi-Arabia :
Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :
Por el Reino de Arabia Saudita :

For the Argentine Republic :
Pour la République Argentine :
Por la República Argentina :

E. MENDILAHARZU

For the Federation of Australia :
Pour la Fédération de l'Australie :
Por la Federación de Australia :

H. R. WILMOT
ad ref.

For Austria :
Pour l'Autriche :
Por Austria :

Dr Kurt FRIEBERGER

For Belgium :
Pour la Belgique :
Por Bélgica :

J. GUILLAUME
P. RECHT
A. GUISLAIN
[30 December 1952 — 30 décembre 1952]

For the Byelorussian Soviet Socialist Republic :
Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :
Por la República Socialista Soviética de Bielorrusia :

For the Union of Burma :
Pour l'Union birmane :
Por la Unión Birmana :

For Bolivia :
Pour la Bolivie :
Por Bolivia :

For Brazil :
Pour le Brésil :
Por Brasil :

Ildefonso MASCARENHAS DA SILVA

For the Bulgarian People's Republic :
Pour la République populaire de Bulgarie :
Por la República popular de Bulgaria :

For the Kingdom of Cambodia :
Pour le Royaume du Cambodge :
Por el Reino de Cambodia :

For Canada :
Pour le Canada :
Por Canadá :

Dr. Victor L. DORÉ
C. STEIN
G. G. BECKETT

For Ceylon :
Pour Ceylan :
Por Ceilán :

For Chile :
Pour le Chili :
Por Chile :

For China :
Pour la Chine :
Por China :

For the Republic of Colombia :
Pour la République de Colombie :
Por la República de Colombia :

For the Republic of Korea :
Pour la République de Corée :
Por la República de Corea :

For Costa Rica :
Pour le Costa-Rica :
Por Costa Rica :

For Cuba :
Pour Cuba :
Por Cuba :

J. J. REMOS
N. CHEDIAK
Hilda LABRADA BERNAL

For Denmark :
Pour le Danemark :
Por Dinamarca :

Torben LUND

For the Dominican Republic :
Pour la République Dominicaine :
Por la República Dominicana :

For Egypt :
Pour l'Égypte :
Por Egipto :

For the Republic of El Salvador :
Pour la République de El Salvador :
Por la República de El Salvador :

H. ESCOBAR-SERRANO
AMY

For Ecuador :
Pour l'Équateur :
Por Ecuador :

For Spain :
Pour l'Espagne :
Por España :

For the United States of America :
Pour les États-Unis d'Amérique :
Por los Estados Unidos de América :

Luther H. EVANS

For Ethiopia :
Pour l'Éthiopie :
Por Etiopía :

Pour la Finlande :
Por Finlandia :
For Finland :

For France :
Pour la France :
Por Francia :

Marcel PLAISANT
PUGET
J. ESCARRA
Marcel BOUTET

For Greece :
Pour la Grèce :
Por Grecia :

For Guatemala :
Pour le Guatemala :
Por Guatemala :

ad referendum
Alb. DUPONT-WILLEMIN

For the Republic of Haiti :
Pour la République d'Haïti :
Por la República de Haití :

A. ADDOR

For the Republic of Honduras :
Pour la République de Honduras :
Por la República de Honduras :

Basilio DE TELEPNEF

For the Hungarian People's Republic :
Pour la République populaire hongroise :
Por la República Popular de Hungría :

For India :
Pour l'Inde :
Por India :

B. N. LOKUR

For the Republic of Indonesia :
Pour la République d'Indonésie :
Por la República de Indonesia :

For Iran :
Pour l'Iran :
Por Irán :

For Irak :
Pour l'Irak :
Por Irak :

For Ireland :
Pour l'Irlande :
Por Irlanda :

Edward A. CLEARY
Patrick J. MCKENNA

For Iceland :
Pour l'Islande :
Por Islandia :

For the State of Israel :
Pour l'État d'Israël :
Por el Estado de Israel :

Maurice FISHER
[16 December 1952 — 16 décembre 1952]

For Italy :
Pour l'Italie :
Por Italia :

Antonio PENNETTA
Filippo PASQUERA

For Japan :
Pour le Japon :
Por Japón :

Toru HAGUIWARA
[3 January 1953 — 3 janvier 1953]

For the Hashemite Kingdom of Jordan :
Pour le Royaume Hachémite de Jordanie :
Por el Reino Hachemita de Jordania :

For the Kingdom of Laos :
Pour le Royaume du Laos :
Por el Reino de Laos :

For the Lebanon :
Pour le Liban :
Por Líbano :

For Liberia :
Pour le Libéria :
Por Liberia :

Nat. MASSAQUOI
J. Alb. JONES

For Libya :
Pour la Libye :
Por Libia :

For Liechtenstein :
Pour le Liechtenstein :
Por Liechtenstein :

For Luxemburg :
Pour le Luxembourg :
Por Luxemburgo :

J. STURM

For Mexico :
Pour le Mexique :
Por México :

For Monaco :
Pour Monaco :
Por Mónaco :

SOLAMITO
C. BARREIRA

For Nepal :
Pour le Népal :
Por Nepal :

For Nicaragua :
Pour le Nicaragua :
Por Nicaragua :

MULLHAUPT

For Norway :
Pour la Norvège :
Por Noruega :

Eilif MOE

For New Zealand :
Pour la Nouvelle-Zélande :
Por Nueva Zelandia :

For Pakistan :
Pour le Pakistan :
Por Pakistán :

For Panama :
Pour le Panama :
Por Panamá :

For Paraguay :
Pour le Paraguay :
Por Paraguay :

For the Netherlands :
Pour les Pays-Bas :
Por los Países Bajos :

For Peru :
Pour le Pérou :
Por Perú :

V. GARCÍA CALDERÓN
[2 December 1952 — 2 décembre 1952]

For the Republic of the Philippines :
Pour la République des Philippines :
Por la República de Filipinas :

For the Republic of Poland :
Pour la République de Pologne :
Por la República de Polonia :

For Portugal :
Pour le Portugal :
Por Portugal :

Júlio DANTAS
José GALHARDO

For the Rumanian People's Republic :
Pour la République populaire roumaine :
Por la República Popular de Rumania :

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Por el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte :

J. L. BLAKE

For the Republic of San Marino :
Pour la République de Saint-Marin :
Por la República de San Marino :

ad referendum
Dr. B. LIFSCHITZ

For the Holy See :
Pour le Saint-Siège :
Por la Santa Sede :

Ch. COMTE
J. Paul BUENSOD

For Sweden :
Pour la Suède :
Por Suecia :

Sture PETRÉN
Erik HEDFELDT

For the Confederation of Switzerland :
Pour la Confédération suisse :
Por la Confederación Helvética :

Plinio BOLLA
Hans MORF
Henri THÉVENAZ

For the Republic of Syria :
Pour la République syrienne :
Por la República de Siria :

For Czechoslovakia :
Pour la Tchécoslovaquie :
Por Checoeslovaquia :

For Thailand :
Pour la Thaïlande :
Por Thailandia :

For Turkey :
Pour la Turquie :
Por Turquía :

For the Ukrainian Soviet Socialist Republic :
Pour la République socialiste soviétique de l'Ukraine :
Por la República Socialista Soviética de Ucrania :

For the Union of South Africa :
Pour l'Union de l'Afrique du Sud :
Por la Unión Sudafricana :

For the Union of Soviet Socialist Republics :
Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :
Por la Unión de las Repúblicas Socialistas Soviéticas :

For the Oriental Republic of Uruguay :
Pour la République orientale de l'Uruguay :
Por la República Oriental de Uruguay :

Julián NOGUEIRA
It Eduardo PEROTTI

For the United States of Venezuela :
Pour les États-Unis de Venezuela :
Por los Estados Unidos de Venezuela :

For the State of Viet-Nam :
Pour l'État de Viet-Nam :
Por el Estado de Vietnam :

For Yemen :
Pour le Yémen :
Por Yemen :

For the Federal People's Republic of Yugoslavia :
Pour la République fédérative populaire de Yougoslavie :
Por la República Federal Popular de Yugoslavia :

Dr. Berthold EISNER

PROTOCOLE 2^e ANNEXÉ À LA CONVENTION UNIVERSELLE POUR LA PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR, CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION AUX ŒUVRES DE CERTAINES ORGANISATIONS INTERNATIONALES. SIGNÉ À GENÈVE, LE 6 SEPTEMBRE 1952

Les États parties à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur² (ci-dessous désignée sous le nom de « Convention ») et devenant Parties au présent Protocole.

Sont convenus des dispositions suivantes :

1. a) La protection prévue à l'alinéa 1 de l'Article II de la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur s'applique aux œuvres publiées pour la première fois par l'Organisation des Nations Unies, par les Institutions spécialisées reliées aux Nations Unies ou par l'Organisation des États Américains.

b) De même la protection prévue à l'alinéa 2 de l'Article II de la Convention s'applique aux susdites organisations ou institutions.

2. a) Le présent Protocole sera signé et soumis à la ratification ou à l'acceptation par les États signataires, et il pourra y être adhéré, conformément aux dispositions de l'Article VIII de la Convention.

b) Le présent Protocole entrera en vigueur pour chaque État à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion y relatif, à condition que cet État soit déjà Partie à la Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève, le 6 septembre 1952, en français, en anglais et en espagnol, les trois textes faisant foi, en un exemplaire unique qui sera déposé auprès du Directeur général de l'Unesco, qui en adressera une copie certifiée conforme aux États signataires, au Conseil Fédéral Suisse, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies pour enregistrement par les soins de celui-ci.

¹ Conformément au paragraphe 2, b), le Protocole est entré en vigueur le 16 septembre 1955 à l'égard des États ci-après :

Andorre	Espagne	Israël
Cambodge	États-Unis d'Amérique	République fédérale d'Allemagne
Pakistan	Costa-Rica	(Land de Berlin)
Laos	Chili	Monaco
Haïti		

et, par la suite, à l'égard des États ci-après, aux dates indiquées ci-dessous :

Saint-Siège	5 octobre	1955
Luxembourg	15 octobre	1955
Philippines	19 novembre	1955

² Voir p. 135 de ce volume.

For Afghanistan :
Pour l'Afghanistan :
Por Afganistán :

For the People's Republic of Albania :
Pour la République populaire d'Albanie :
Por la República Popular de Albania :

For the German Federal Republic :
Pour la République fédérale d'Allemagne :
Por la República Federal Alemana :

HOLZAPFEL

For Andorra :
Pour Andorre :
Por Andorra :

Marcel PLAISANT
J. DE ERICE
M. DE LA CALZADA
PUGET

For the Kingdom of Saudi-Arabia :
Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :
Por el Reino de Arabia Saudita :

For the Argentine Republic :
Pour la République Argentine :
Por la República Argentina :

E. MENDILAHARZU

For the Federation of Australia :
Pour la Fédération de l'Australie :
Por la Federación de Australia :

H. R. WILMOT
ad ref.

For Austria :
Pour l'Autriche :
Por Austria :

Dr Kurt FRIEBERGER

For Belgium :
Pour la Belgique :
Por Bélgica :

J. GUILLAUME
P. RECHT
A. GUISLAIN
[30 December 1952 — 30 décembre 1952]

For the Byelorussian Soviet Socialist Republic :
Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :
Por la República Socialista Soviética de Bielorrusia :

For the Union of Burma :
Pour l'Union birmane :
Por la Unión Birmana :

For Bolivia :
Pour la Bolivie :
Por Bolivia :

For Brazil :
Pour le Brésil :
Por Brasil :

Ildefonso MASCARENHAS DA SILVA

For the Bulgarian People's Republic :
Pour la République populaire de Bulgarie :
Por la República Popular de Bulgaria :

For the Kingdom of Cambodia :
Pour le Royaume du Cambodge :
Por el Reino de Cambodia :

For Canada :
Pour le Canada :
Por Canadá :

Dr. Victor L. DORÉ
C. STEIN
G. G. BECKETT

For Ceylon :
Pour Ceylan :
Por Ceilán :

For Chile :
Pour le Chili :
Por Chile :

GALLIANO

For China :
Pour la Chine :
Por China :

For the Republic of Colombia :
Pour la République de Colombie :
Por la República de Colombia :

For the Republic of Korea :
Pour la République de Corée :
Por la República de Corea :

For Costa Rica :
Pour le Costa-Rica :
Por Costa Rica :

For Cuba :
Pour Cuba :
Por Cuba :

J. J. REMOS
N. CHEDIAK
Hilda LABRADA BERNAL

For Denmark :
Pour le Danemark :
Por Dinamarca :

Torben LUND

For the Dominican Republic :
Pour la République Dominicaine :
Por la República Dominicana :

For Egypt :
Pour l'Égypte :
Por Egipto :

For the Republic of El Salvador :
Pour la République de El Salvador :
Por la República de El Salvador :

H. ESCOBAR SERRANO
AMY

For Ecuador :
Pour l'Équateur :
Por Ecuador :

For Spain :
Pour l'Espagne :
Por España :

J. DE ERICE
M. DE LA CALZADA

For the United States of America :
Pour les États-Unis d'Amérique :
Por los Estados Unidos de América :

Luther H. EVANS

For Ethiopia :
Pour l'Éthiopie :
Por Etiopía :

For Finland :
Pour la Finlande :
Por Finlandia :

Y. J. HAKULINEN

For France :
Pour la France :
Por Francia :

Marcel PLAISANT
PUGET
J. ESCARRA
Marcel BOUTET

For Greece :
Pour la Grèce :
Por Grecia :

For Guatemala :
Pour le Guatemala :
Por Guatemala :

ad referendum
Alb. DUPONT-WILLEMIN

For the Republic of Haiti :
Pour la République d'Haïti :
Por la República de Haití :

A. ADDOR

For the Republic of Honduras :
Pour la République de Honduras :
Por la República de Honduras :

Basilio DE TELEPNEF

For the Hungarian People's Republic :
Pour la République populaire hongroise :
Por la República Popular de Hungría :

For India :
Pour l'Inde :
Por India :

B. N. LOKUR

For the Republic of Indonesia :
Pour la République d'Indonésie :
Por la República de Indonesia :

For Iran :
Pour l'Iran :
Por Irán :

For Iraq :
Pour l'Irak :
Por Irak :

For Ireland :
Pour l'Irlande :
Por Irlanda :

Edward A. CLEARY
Patrick J. MCKENNA

For Iceland :
Pour l'Islande :
Por Islandia :

For the State of Israel :
Pour l'État d'Israël :
Por el Estado de Israel :

Maurice FISHER
[16 December 1952 — 16 décembre 1952]

For Italy :
Pour l'Italie :
Por Italia :

Antonio PENNETTA
Filippo PASQUERA

For Japan :
Pour le Japon :
Por Japón :

Toru HAGUIWARA
[3 *January 1953* — 3 *janvier 1953*]

For the Hashemite Kingdom of Jordan :
Pour le Royaume Hachémite de Jordanie :
Por el Reino Hachemita de Jordania :

For the Kingdom of Laos :
Pour le Royaume du Laos :
Por el Reino de Laos :

For the Lebanon :
Pour le Liban :
Por Líbano :

For Liberia :
Pour le Libéria :
Por Liberia :

Nat. MASSAQUOI
J. Alb. JONES

For Libya :
Pour la Libye :
Por Libia :

For Liechtenstein :
Pour le Liechtenstein :
Por Liechtenstein :

For Luxemburg :
Pour le Luxembourg :
Por Luxemburgo :

J. STURM

For Mexico :
Pour le Mexique :
Por México :

G. FERNÁNDEZ DEL CASTILLO

For Monaco :
Pour Monaco :
Por Mónaco :

SOLAMITO
C. BARREIRA

For Nepal :
Pour le Népal :
Por Nepal :

For Nicaragua :
Pour le Nicaragua :
Por Nicaragua :

MULLHAUPT

For Norway :
Pour la Norvège :
Por Noruega :

Eilif MOE

For New Zealand :
Pour la Nouvelle-Zélande :
Por Nueva Zelandia :

For Pakistan :
Pour le Pakistan :
Por Pakistán :

For Panama :
Pour le Panama :
Por Panamá :

For Paraguay :
Pour le Paraguay :
Por Paraguay :

For the Netherlands :
Pour les Pays-Bas :
Por los Países Bajos :

For Peru :
Pour le Pérou :
Por Perú :

V. GARCÍA CALDERÓN
[2 December 1952 — 2 décembre 1952]

For the Republic of the Philippines :
Pour la République des Philippines :
Por la República de Filipinas :

For the Republic of Poland :
Pour la République de Pologne :
Por la República de Polonia :

For Portugal :
Pour le Portugal :
Por Portugal :

Júlio DANTAS
José GALHARDO

For the Rumanian People's Republic :
Pour la République populaire roumaine :
Por la República Popular de Rumania :

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Por el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte :

J. L. BLAKE

For the Republic of San Marino :
Pour la République de Saint-Marin :
Por la República de San Marino :

ad referendum
Dr. B. LIFSCHITZ

For the Holy See :
Pour le Saint-Siège :
Por la Santa Sede :

Ch. COMTE
J. Paul BUENSOD

For Sweden :
Pour la Suède :
Por Suecia :

Sture PETRÉN
Erik HEDFELDT

For the Confederation of Switzerland :
Pour la Confédération suisse :
Por la Confederación Helvética :

Plinio BOLLA
Hans MORF
Henri THÉVENAZ

For the Republic of Syria :
Pour la République syrienne :
Por la República de Siria :

For Czechoslovakia :
Pour la Tchécoslovaquie :
Por Checoslovaquia :

For Thailand :
Pour la Thaïlande :
Por Tailandia :

For Turkey :
Pour la Turquie :
Por Turquía :

For the Ukrainian Soviet Socialist Republic :
Pour la République socialiste soviétique de l'Ukraine :
Por la República Socialista Soviética de Ucrania :

For the Union of South Africa :
Pour l'Union de l'Afrique du Sud :
Por la Unión Sudafricana :

For the Union of Soviet Socialist Republics :
Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :
Por la Unión de las Repúblicas Socialistas Soviéticas :

For the Republic of Uruguay :
Pour la République Orientale de l'Uruguay :
Por la República Oriental de Uruguay :

Julián NOGUEIRA
It Eduardo PEROTTI

For the United States of Venezuela :
Pour les États-Unis de Venezuela :
Por los Estados Unidos de Venezuela :

For the State of Viet-Nam :
Pour l'État de Viet-Nam :
Por el Estado de Vietnam :

For Yemen :
Pour le Yémen :
Por Yemen :

For the Federal People's Republic of Yugoslavia :
Pour la République fédérative populaire de Yougoslavie :
Por la República Federal Popular de Yugoslavia :

Dr. Berthold EISNER

PROTOCOLE 3^e ANNEXÉ À LA CONVENTION UNIVERSELLE POUR LA PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR, RELATIF À LA RATIFICATION, ACCEPTATION OU ADHÉSION CONDITIONNELLE. SIGNÉ À GENÈVE, LE 6 SEPTEMBRE 1952

Les États Parties au présent Protocole,

Considérant que l'application de la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur² (ci-dessous désignée sous le nom de « Convention ») à des États parties aux divers systèmes existants de protection internationale du droit d'auteur, augmenterait considérablement la valeur de la Convention,

Sont convenus de ce qui suit :

1. Tout État Partie au présent Protocole pourra, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer, par notification écrite, que le dépôt de cet instrument n'aura d'effet, aux fins de l'article IX de la Convention, qu'à la date où un autre État nommément désigné aura déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

2. La notification prévue au paragraphe premier ci-dessus sera jointe à l'instrument auquel elle se rapporte.

3. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture informera tous les États qui auraient signé la Convention ou qui y auraient adhéré, de toute notification reçue conformément au présent Protocole.

4. Le présent Protocole portera la même date et restera ouvert à la signature durant la même période que la Convention.

¹ Conformément au paragraphe 6, b, le Protocole est entré en vigueur le 19 août 1954, date du dépôt du quatrième instrument de ratification ou d'adhésion, à l'égard des États suivants :

Andorre	Cambodge	Pakistan	Laos
et, par la suite, à l'égard des États ci-après, aux dates indiquées ci-dessous :			
Haïti			1 ^{er} septembre 1954
États-Unis d'Amérique			6 décembre 1954
Costa-Rica			7 décembre 1954
Israël			6 avril 1955
République fédérale d'Allemagne (Land de Berlin)			3 juin 1955
Saint-Siège			5 juillet 1955
Luxembourg			15 juillet 1955
Philippines			19 août 1955

² Voir p. 135 de ce volume.

5. Le présent Protocole sera soumis à la ratification ou à l'acceptation des États signataires. Tout État qui n'aura pas signé le présent Protocole pourra y adhérer.

6. a) La ratification, l'acceptation ou l'adhésion sera opérée par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.

b) Le présent Protocole entrera en vigueur au moment du dépôt du quatrième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion. Le Directeur général informera tous les États intéressés de la date d'entrée en vigueur du Protocole. Les instruments déposés après cette date produiront leurs effets à dater de leur dépôt.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève, le 6 septembre 1952, en français, en anglais et en espagnol, les trois textes faisant foi, en un exemplaire unique qui sera annexé à l'exemplaire original de la Convention. Le Directeur général en adressera une copie certifiée conforme aux États signataires, au Conseil Fédéral Suisse, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies pour enregistrement par les soins de celui-ci.

For Afghanistan :
Pour l'Afghanistan :
Por Afganistán :

For the People's Republic of Albania :
Pour la République populaire d'Albanie :
Por la República Popular de Albania :

For the German Federal Republic :
Pour la République fédérale d'Allemagne :
Por la República Federal Alemana :

HOLZAPFEL

For Andorra :
Pour Andorre :
Por Andorra :

Marcel PLAISANT
PUGET

For the Kingdom of Saudi-Arabia :
Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :
Por el Reino de Arabia Saudita :

For the Argentine Republic :
Pour la République Argentine :
Por la República Argentina :

For the Federation of Australia :
Pour la Fédération de l'Australie :
Por la Federación de Australia :

H. R. WILMOT
ad ref.

For Austria :
Pour l'Autriche :
Por Austria :

Dr Kurt FRIEBERGER

For Belgium :
Pour la Belgique :
Por Bélgica :

J. GUILLAUME
P. RECHT
A. GUISLAIN
[30 December 1952 — 30 décembre 1952]

For the Byelorussian Soviet Socialist Republic :
Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :
Por la República Socialista Soviética de Bielorrusia :

For the Union of Burma :
Pour l'Union birmane :
Por la Unión Birmana :

For Bolivia :
Pour la Bolivie :
Por Bolivia :

For Brazil :
Pour le Brésil :
Por Brasil :

Ildefonso MASCARENHAS DA SILVA

For the Bulgarian People's Republic :
Pour la République populaire de Bulgarie :
Por la República Popular de Bulgaria :

For the Kingdom of Cambodia :
Pour le Royaume du Cambodge :
Por el Reino de Cambodia :

For Canada :
Pour le Canada :
Por Canadá :

Dr. Victor L. DORÉ
C. STEIN
G. G. BECKETT

For Ceylon :
Pour Ceylan :
Por Ceilán :

For Chile :
Pour le Chili :
Por Chile :

For China :
Pour la Chine :
Por China :

For the Republic of Colombia :
Pour la République de Colombie :
Por la República de Colombia :

For the Republic of Korea :
Pour la République de Corée :
Por la República de Corea :

For Costa Rica :
Pour le Costa-Rica :
Por Costa Rica :

For Cuba :
Pour Cuba :
Por Cuba :

For Denmark :
Pour le Danemark :
Por Dinamarca :

Torben LUND

For the Dominican Republic :
Pour la République Dominicaine :
Por la República Dominicana :

For Egypt :
Pour l'Égypte :
Por Egipto :

For the Republic of El Salvador :
Pour la République de El Salvador :
Por la República de El Salvador :

H. ESCOBAR SERRANO
AMY

For Ecuador :
Pour l'Équateur :
Por Ecuador :

For Spain :
Pour l'Espagne :
Por España :

For the United States of America :
Pour les États-Unis d'Amérique :
Por los Estados Unidos de América :

Luther H. EVANS

For Ethiopia :
Pour l'Éthiopie :
Por Etiopía :

For Finland :
Pour la Finlande :
Por Finlandia :

Y. J. HAKULINEN

For France :
Pour la France :
Por Francia :

Marcel PLAISANT
PUGET
J. ESCARRA
Marcel BOUTET

For Greece :
Pour la Grèce :
Por Grecia :

For Guatemala :
Pour le Guatemala :
Por Guatemala :

ad referendum
Alb. DUPONT-WILLEMEN

For the Republic of Haiti :
Pour la République d'Haïti :
Por la República de Haití :

A. ADDOR

For the Republic of Honduras :
Pour la République de Honduras :
Por la República de Honduras :

Basilio DE TELEPNEF

For the Hungarian People's Republic :
Pour la République populaire hongroise :
Por la República Popular de Hungría :

For India :
Pour l'Inde :
Por India :

For the Republic of Indonesia :
Pour la République d'Indonésie :
Por la República de Indonesia :

For Iran :
Pour l'Iran :
Por Irán :

For Iraq :
Pour l'Irak :
Por Irak :

For Ireland :
Pour l'Irlande :
Por Irlanda :

Edward A. CLEARY
Patrick J. MCKENNA

For Iceland :
Pour l'Islande :
Por Islandia :

For the State of Israel :
Pour l'État d'Israël :
Por el Estado de Israel :

Maurice FISHER
[16 December 1952 — 16 décembre 1952]

For Italy :
Pour l'Italie :
Por Italia :

Antonio PENNETTA
Filippo PASQUERA

For Japan :
Pour le Japon :
Por Japón :

Toru HAGUIWARA
[3 January 1953 — 3 janvier 1953]

For the Hashemite Kingdom of Jordan :
Pour le Royaume Hachémite de Jordanie :
Por el Reino Hachemita de Jordania :

For the Kingdom of Laos :
Pour le Royaume du Laos :
Por el Reino de Laos :

For the Lebanon :
Pour le Liban :
Por Líbano :

For Liberia :
Pour le Libéria :
Por Liberia :

For Libya :
Pour la Libye :
Por Libia :

For Liechtenstein :
Pour le Liechtenstein :
Por Liechtenstein :

For Luxemburg :
Pour le Luxembourg :
Por Luxemburgo :

S. STURM

For Mexico :
Pour le Mexique :
Por México :

For Monaco :
Pour Monaco :
Por Mónaco :

For Nepal :
Pour le Népal :
Por Nepal :

For Nicaragua :
Pour le Nicaragua :
Por Nicaragua :

MULLHAUPT

For Norway :
Pour la Norvège :
Por Noruega :

Eilif MOE

For New Zealand :
Pour la Nouvelle-Zélande :
Por Nueva Zelandia :

For Pakistan :
Pour le Pakistan :
Por Pakistán :

For Panama :
Pour le Panama :
Por Panamá :

For Paraguay :
Pour le Paraguay :
Por Paraguay :

For the Netherlands :
Pour les Pays-Bas :
Por los Países Bajos :

G. H. C. BODENHAUSEN

For Peru :
Pour le Pérou :
Por Perú :

V. GARCÍA CALDERÓN
[2 December 1952 — 2 décembre 1952]

For the Republic of the Philippines :
Pour la République des Philippines :
Por la República de Filipinas :

For the Republic of Poland :
Pour la République de Pologne :
Por la República de Polonia :

For Portugal :
Pour le Portugal :
Por Portugal :

Júlio DANTAS
José GALHARDO

For the Rumanian People's Republic :
Pour la République populaire roumaine :
Por la República Popular de Rumania :

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Por el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte :

J. L. BLAKE

For the Republic of San Marino :
Pour la République de Saint-Marin :
Por la República de San Marino :

ad referendum
Dr. B. LIFSCHITZ

For the Holy See :
Pour le Saint-Siège :
Por la Santa Sede :

Ch. COMTE
J. Paul BUENSOD

For Sweden :
Pour la Suède :
Por Suecia :

Sture PETRÉN
Erik HEDFELDT

For the Confederation of Switzerland :
Pour la Confédération suisse :
Por la Confederación Helvética :

For the Republic of Syria :
Pour la République syrienne :
Por la República de Siria :

For Czechoslovakia :
Pour la Tchécoslovaquie :
Por Checoeslovaquia :

For Thailand :
Pour la Thaïlande :
Por Tailandia :

For Turkey :
Pour la Turquie :
Por Turquía :

For the Ukrainian Soviet Socialist Republic :
Pour la République socialiste soviétique de l'Ukraine :
Por la República Socialista Soviética de Ucrania :

For the Union of South Africa :
Pour l'Union de l'Afrique du Sud :
Por la Unión Sudafricana :

For the Union of Soviet Socialist Republics :
Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :
Por la Unión de las Repúblicas Socialistas Soviéticas :

For the Oriental Republic of Uruguay :
Pour la République orientale de l'Uruguay :
Por la República Oriental de Uruguay :

Julián NOGUEIRA
It Eduardo PEROTTI

For the United States of Venezuela :
Pour les États-Unis de Venezuela :
Por los Estados Unidos de Venezuela :

Por the State of Viet-Nam :
Pour l'État de Viet-Nam :
Por el Estado de Vietnam :

Por Yemen :
Pour le Yémen :
Por Yemen :

For the Federal People's Republic of Yugoslavia :
Pour la République fédérative populaire de Yougoslavie :
Por la República Federal Popular de Yugoslavia :

Dr. Berthold EISNER